

1983, chapitre 14
LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES INGÉNIEURS

Projet de loi 33

présenté par M. Camille Laurin, ministre de l'Éducation

Première lecture le 31 mai 1983

Deuxième lecture le 7 juin 1983

Troisième lecture le 7 juin 1983

Sanctionné le 20 juin 1983

Entrée en vigueur: le 20 juin 1983

Loi modifiée:

Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9)



CHAPITRE 14

Loi modifiant la Loi sur les ingénieurs

[Sanctionnée le 20 juin 1983]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. I-9, a. 8,
remp.

1. L'article 8 de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9) est remplacé par le suivant:

Siège social

« **8.** L'Ordre a son siège social au Québec, à l'endroit déterminé par le Bureau. ».

c. I-9, a. 13,
remp.

2. L'article 13 de cette loi est remplacé par le suivant:

Droit d'ac-
quérir des
immeubles

« **13.** L'Ordre peut acquérir, administrer, vendre, louer, échanger ou céder des biens meubles ou immeubles sis au Québec. Il peut, malgré le Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs qu'il émet, donner une partie seulement de ces garanties aux mêmes fins, et constituer une telle hypothèque, un tel nantissement ou un tel gage par acte de fidéicomis, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (L.R.Q., chapitre P-16).

Disposition

Il doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de cinq années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins. ».

Effet
d'exception

3. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.